

Perspectives

Résilience

Bulletin régional d'information du projet Promouvoir la Résilience des Économies en zones Semi-Arides (PRESA)

Éditorial

Novembre - Décembre 2015 | Numéro 4

Chers partenaires,

Dans ce numéro :

Pages 1-3 | ACTUALITÉS

Le projet PRESA à la 21e Conférence des Parties (COP21)

Renforcement de la collaboration pour la recherche entre le Sénégal et le Tadjikistan

Mise en œuvre du PRESA au Burkina Faso : trois projets de recherche pour des solutions pérennes

Rencontres de coordination du consortium PRISE : Point sur la recherche et apprentissage

Pages 4-5 | FOCUS SUR...

Renforcer la résilience économique au Sénégal et au Burkina Faso : défis et opportunités

Pages 6 | OPINION

Entretien avec OUEDRAOGO Saidou Eric, Producteur et Membre du conseil d'administration de la Confédération Paysanne du Faso

Page 7-8 | RESSOURCES

Bibliographie et événements

L'année 2015 a été marquée par une forte mobilisation de l'ensemble des acteurs en faveur du climat afin d'apporter des réponses à ce phénomène qui menace la survie de la majorité des populations pauvres des pays en développement. C'est ainsi qu'au sortir de la COP21, un accord historique reconnaissant le caractère impérieux de maintenir l'augmentation de la température en dessous des 2°C, mais aussi pour les pays développés de mettre à la disposition des pays en développement fonds pour s'adapter aux changements climatiques.

Si l'accord a été signé le 12 Décembre 2012, il ne pourra être véritablement considéré comme historique que s'il contribue effectivement à améliorer les conditions de vie des populations pour qui la résilience (pages 4-5) est une pratique quotidienne. Pour les pays du sahel en effet, affronter les impacts inévitables des changements climatiques est une grande priorité du développement qui peut se traduire par la mise en œuvre simultanée de programmes structurels à long terme et ceux de court terme à même de répondre aux besoins immédiats des plus vulnérables.

Pour se faire, la prise de décision, aussi bien au niveau local qu'au niveau international, en faveur du développement durable et en perspective de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), devra être éclairée par des données probantes et cas concrets issues de la recherche et de la capitalisation des savoirs locaux.

Dans ce quatrième numéro, l'équipe éditoriale de «Perspectives Résilience» vous propose de revenir sur les activités d'engagement et de plaider pour

ont marqué la fin de l'année 2015, aussi bien dans les pays, que lors des conférences internationales sur les changements climatiques. Le bulletin revient ainsi sur la participation du projet PRESA à la 21^e Conférence des Parties (COP 21) qui s'est tenue à Paris du 29 Novembre au 11 Décembre 2015 et qui a vu la signature d'un accord capital pour le développement durable (pages 1-2). La conférence a également été un cadre pour le renforcement de la coopération pour la recherche entre le Sénégal et le Tadjikistan dans la mise en œuvre du projet de recherche sur « migrations, transferts de fonds et résilience » (page 2). En outre, durant le mois de Novembre, trois ateliers méthodologiques et de partage ont réuni les parties prenantes du projet PRESA au Burkina Faso avant de discuter du programme de recherche qui sera mis en œuvre dans le pays (pages 2-3). Enfin, nous reviendrons sur les principaux enseignements et recommandations issues de la réunion de coordination du consortium PRESA qui s'est tenu à Londres en Novembre (page 3).

La rubrique « Opinion » donne une fois de plus la parole à une partie prenante du projet PRESA qui reviendra sur ses attentes par rapport à la mise en œuvre de la recherche au Burkina Faso (page 6). Quelques ressources utiles sur la thématique du changement climatique sont également mises à votre disposition.

Excellente lecture !

Le Directeur de IED Afrique

Mamadou Bara Guèye

ACTUALITÉS

Le projet PRESA à la 21e Conférence des Parties (COP21)

Le projet PRESA, représenté par son coordonnateur régional Cheikh Tidiane Wade et le Directeur de IED Afrique Bara Guèye, a pris part à la 21e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) qui s'est tenue du 30 novembre au 11 décembre 2015. Cette grande rencontre sur le climat a été une belle opportunité pour le projet PRESA de partager ses premiers résultats de recherche lors des activités officielles et parallèles au cours de ces deux semaines.

Plusieurs rencontres avec les officiels des délégations nationales (Sénégal et Burkina Faso), les organisations internationales et les organisations de la société civile ont également eu lieu, offrant ainsi la possibilité au PRESA de renforcer son réseau de partenaires et parties prenantes afin de faire progresser l'adoption de pratiques et politiques résilientes au climat dans des secteurs clés de l'économie.

Le projet PRESA a ainsi participé entre autres aux sessions de la COP21 suivantes :

Session 3D sur le thème «Libérer le potentiel économique des systèmes d'élevage: la résilience climatique pour les terres arides et semi-arides d'Afrique»

Organisée en marge de la conférence, dans le cadre des 13e journées annuelles sur le développement et le climat, cette session a réuni les décideurs, les acteurs de terrain et les chercheurs de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est afin de discuter des différentes manières de « construire » des opportunités d'affaires pour des investissements dans les marchés de bétail résilient, les écosystèmes et les moyens de subsistance dans les zones arides et semi-arides de l'Afrique.

Cette session a ainsi permis au projet PRESA d'identifier les opportunités de recherché dans des secteurs comme le financement de l'économie pastorale par le secteur privé. Ce qui peut être pris en compte aussi bien dans les projets de recherche financés par le PRESA sur les thèmes de changement climatique et chaîne de valeur élevage (projet 3) et changement climatique et secteur privé (projet 4).

Participation à la rencontre organisé par le CRDI sur le rôle du secteur privé dans le financement de l'adaptation

La session a mis le focus sur la participation du secteur privé aux mesures d'adaptation. La COP21 a en effet connu une forte mobilisation du secteur privé. L'opportunité était ainsi belle de poser le débat sur la nécessité de traduire les sciences du climat pour le secteur des affaires, d'appuyer les entreprises qui démarrent, d'appliquer à plus grande échelle les innovations efficaces et de créer un environnement stratégique qui permet aux entreprises de prendre plus de risques.



Pour le PRESA, la participation à cette session aura permis de cartographier les opportunités de financement (y compris les fonds provenant du secteur privé) et d'investissement pour achever la résilience des communautés vulnérables. Ce secteur est également très important pour le projet de recherche 4.

Session 9A (journées Développement et Climat) : Panel de haut niveau sur la croissance résiliente au climat en zones arides

La session a donné l'occasion à cinq (5) panélistes de répondre aux questions du public sur les défis et opportunités en matière d'adaptation au changement climatique en zones arides, avec comme horizon temporelle l'année 2030.

La session a été une excellente occasion de partager avec les panélistes les préoccupations et orientations de recherche du projet PRESA notamment en ce qui concerne les possibilités d'utilisation des transferts de fonds des migrants pour financer les activités de résilience. Des exemples concrets tirés de plusieurs pays d'Afrique ont pu être partagés.

Pour en apprendre davantage sur le déroulement de la COP21, lire aussi :

- Bulletin info COP21 : <https://drive.google.com/open?id=0B7qSVVQN NHpBWXNDa19vb3BPeGM>
- L'Afrique à la COP 21 : <http://www.iisd.ca/climate/cop21/cdafrica-ap/fr/about.html>
- Projet d'accord COP21 : <https://drive.google.com/open?id=0B7qSVV QNNHpBYWxkT2tZRGtNzg>

Renforcement de la collaboration pour la recherche entre le Sénégal et le Tadjikistan

Dans le cadre du projet PRESA, IED Afrique au Sénégal et le Regional Environment Centre for Central Asia (CAREC) au Tadjikistan collabore depuis le mois de Mai 2015 pour la conduite du projet de recherche conjoint sur « migrations, envois de fonds et résilience climatique ».

Ainsi, en marge de la COP21, le Dr Cheikh Tidiane Wade de IED Afrique, et Mme Nailya Mustaeva de CAREC, ont organisé une rencontre de partage afin d'échanger sur les résultats de la recherche obtenus jusqu'à présent, affiner la méthodologie du projet et identifier les points de synergie sur les approches différenciées dans le choix des zones pilotes pour les enquêtes de terrain. Les deux institutions ont également discuté des perspectives pour les prochains mois. Un planning d'activité semestriel a ainsi pu être élaboré.

Pour rappel, le projet 2 sur « migrations, envois de fonds et résilience climatique » offre une analyse comparative entre le Sénégal et le Tadjikistan, deux pays où les transferts de fonds des migrants sont une source majeure de revenu. L'un des résultats attendus de ce projet de recherche est de fournir une base de données probantes pour améliorer les politiques sociales et économiques afin de saisir les opportunités offertes par les envois de fonds pour le financement de l'adaptation d'adaptation et sur le long terme le développement résilient au changement climatique des économies semi-arides du Sénégal et le Tadjikistan.



Lire aussi :

- Les sept projets de recherche du PRESA : <http://prise.odi.org/prise-announces-new-research-projects/>

Mise en œuvre du PRESA au Burkina Faso : trois projets de recherche pour des solutions pérennes

Sur les trois jours d'ateliers (du 12 au 14 Novembre 2015), ils auront été près d'une centaine de participants à prendre part aux ateliers méthodologique de restitution et de partage du projet PRESA au Burkina Faso. Organisé par l'Université de Ouagadougou en sa qualité de partenaire de recherche pays, les trois ateliers ont réuni chercheurs, organisations de la société civile, acteurs du secteur privé, organisation régionales, représentants d'association de producteurs et jeunes étudiants afin de contribuer à l'amélioration et à la mise en œuvre du programme de recherche du PRESA au Burkina Faso.

Cette initiative entre dans le cadre des activités de la 21e Conférence des L'objectif du projet PRESA (« PRISE » en anglais) est de faciliter et de promouvoir « la résilience des économies en zones semi-arides » dans le contexte du changement climatique. Une première étape dans ce processus est sans aucun doute la mise en évidence des questions et problématiques qui doivent être débattues publiquement, mais ne sont pas actuellement pris en compte dans les agendas politiques.

Lors de la phase de lancement du projet, une série d'études de référence et de consultations avec les parties prenantes a été organisée au Burkina Faso afin d'identifier ces questions de recherche prioritaires pour le développement économique résilient du pays. Les consultations ont débouché sur l'élaboration participative d'un programme de recherche, qui s'inscrit dans ce cadre et s'articule autour de trois (03) projets de recherche portant sur : (i) migrations futures au Burkina Faso; (ii) impacts des changements climatiques, adaptation et opportunités pour les entreprises et le secteur du coton; (iii) la quête de « la sécurité » future dans la gestion des ressources en eau dans les zones semi-arides : rechercher et dessiner les contours politiques et économiques de la variabilité climatique et des crises climatiques extrêmes.

Assurer la participation des parties prenantes à la recherche

A l'initiative de l'Université de Ouagadougou, partenaire de recherche de IED Afrique dans le cadre du PRESA, et de ODI, un atelier méthodologique a été organisé du 12 au 14 novembre 2015, à Ouagadougou, afin de partager

avec les parties prenantes le programme de recherche du PRESA au Burkina Faso.

Spécifiquement, il s'agissait surtout pour les équipes de recherche du Burkina Faso de : (i) présenter l'étude préliminaire sur l'arbitrage urbain-rural en matière d'eau (premier atelier du 12 novembre) ; (ii) présenter le sous projet impact de la GIRE et recueillir des observations et des recommandations pour orienter de façon consensuelle l'étude, (iii) présenter le sous projet gouvernance de l'eau au Burkina et constituer un comité de suivi du sous projet, (iv) présenter le sous projet chaîne de valeur du coton et constituer un comité de suivi du sous projet, (v) présenter le sous projet migration et constituer un comité de suivi du sous projet.

Le rapport de l'étude préliminaire présenté et distribué lors du premier atelier a décrit l'un des principaux défis autour de la question de l'eau au Burkina Faso, notamment celui de fournir de l'eau pour la population en croissance rapide de Ouagadougou tout en assurant un accès adéquat pour les communautés rurales.



@IEDAfric / Ouaga - Nov 2015

Les principaux résultats de l'atelier

Les différentes présentations ont mis en évidence la pertinence des thèmes proposés pour le Burkina. Des compléments d'information ont été apportés et des propositions faites sur les sites propices pour les recherches. Les parties prenantes (universitaires et acteurs de la filière) ont proposé des pistes d'amélioration de l'approche méthodologique proposée par chaque projet.

Avant les présentations sur le coton et les migrations, une petite présentation du projet, de ses objectifs a été faite enfin d'inviter les participants à réfléchir sur l'identification des parties prenantes clés pour chaque projet, la nature de leur participation éventuelle, les mécanismes de leur engagement pour accompagner cette étape. Chaque projet a finalement proposé un comité de suivi choisis en fonction de la région d'origine (migration) et ou de son influence (coton et eau).

Il faut noter que parmi les invités (plus d'une centaine durant les trois jours), seuls les chercheurs ont participé aux précédents ateliers d'identification des parties prenantes et de mise en place de la plateforme. Durant les discussions (en réunion aussi avec les équipes) des recommandations pour la prise en compte effective de la dimension genre dans la mise en œuvre de chaque projet de recherche ont été formulées. Il faut juste noter que durant les trois jours, les femmes, les chefs coutumiers et l'administration décentralisée étaient bien représentés.

Lire aussi la revue de presse sur les ateliers :

- <https://drive.google.com/open?id=0B7qSVQNNHpBUzAwQTJsSkwteJA>
- <https://drive.google.com/open?id=0B7qSVQNNHpBX2R2c0piakVMaGM>
- <https://drive.google.com/open?id=0B7qSVQNNHpBdTRCChRyVWZRMmc>

Rencontres de coordination du consortium PRISE : Point sur la recherche et apprentissage

Du 02 au 08 Novembre 2015, le consortium PRESA a réuni à Londres les différents chefs de projets dans le cadre d'un atelier méthodologique de partage et de renforcement de capacité. Bien que chaque projet intervienne dans une région différente et sur une thématique qui lui ait propre, il s'agissait surtout pour le consortium PRESA d'assurer l'alignement et la coordination entre tous les projets de recherche. La rencontre s'est déroulée en plusieurs sessions et les enseignements ont été nombreux.

Renforcer les capacités des chefs de projets sur la cartographie des incidences

La cartographie des incidences ou « Outcome Mapping » est un outil d'analyse central à la stratégie d'engagement des parties prenantes du consortium PRESA. Elle fournit en effet une méthodologie au moyen de laquelle des mécanismes de planification, de suivi et d'évaluation peuvent être créés pour permettre aux organisations de documenter leurs accomplissements, d'en tirer des leçons et de rendre des comptes à leur sujet.

Utilisé par chaque projet PRESA dans le cadre du processus d'identification de ses partenaires limitrophes et des indicateurs de progrès, la cartographie des incidences permet de planifier suivre et mesurer les impacts des projets de recherche sur les parties prenantes.

Afin de renforcer les capacités des équipes de recherche à l'utilisation de cet outil, un exercice a été conduit avec la participation de tous les chefs de projets. Ces derniers ont ainsi pu se familiariser avec les différents concepts et mécanismes de planification et de suivi proposé par la cartographie des incidences. Ils sont également été confortés dans l'idée selon laquelle ce sont les partenaires limitrophes qui contrôlent le changement et que les programmes de développement, en tant qu'agents externes, ne font que faciliter le processus menant vers la résilience à grande échelle pour un horizon bien déterminé.

Identification des synergies entre les différents projets

La rencontre de Londres, qui a regroupé les chefs de projets appuyé par le consortium PRESA dans le cadre de la phase de recherche, a été également l'occasion pour l'identification par les leaders thématiques (7 thématiques de recherche) des synergies et des opportunités de collaboration des différents

projets pour construire une cohérence inter-régionale.

Les échanges entre les différents chefs de projet ont permis d'identifier des pistes de collaboration sur les éléments suivants :

- le partage de données et d'expériences ;
- la co-organisation d'activités (les différents projets d'un même pays peuvent travailler sur l'intégration de l'information climatique dans leurs thématiques) ;
- les échanges de données entre le projet ;
- le renforcement de capacités par les pairs ;

Partage sur les outils et méthodologies d'enquête de terrain

L'ensemble des projets financés dans le cadre de la phase de recherche du consortium PRESA entameront dès le premier trimestre de l'année 2016 leur phase de terrain. Il était donc important pour la coordination et pour les chefs de projet intervenant parfois dans des zones géographiques différentes de se rencontrer et d'harmoniser sur les outils et méthodologies à utiliser.

Cette session d'échanges a permis entre autres :

- d'identifier les Problèmes méthodologiques inhérents à une recherche quantitative et qualitative
- de se familiariser aux conditions de l'enquête
- de connaître les stratégies pour éviter les différents types de biais (terrain, outils, acteurs) ;

En fonction de la spécificité des terrains, cette présentation a en outre permis de faire le choix sur le développement de techniques et méthodes de recherche pour prendre en compte certaines préoccupations du PRESA (genre et groupes vulnérables) qui sont essentiels pour éviter les aller et retour sur le terrain.

Renforcer la résilience économique au Sénégal et au Burkina Faso : défis et opportunités



@Anna Vander / Thies - 2012

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de recherche et des activités d'engagement avec les parties prenantes, le programme PRESA s'active à identifier les facteurs pouvant contribuer au renforcement de la résilience économique du Sénégal et du Burkina Faso face au changement climatique. Les secteurs clés de l'économie de ces deux pays sont effet fortement dépendant du climat, si bien que les changements et variabilités climatiques de plus en plus importants, exacerbent l'impact des risques climatiques et les menaces sur les possibilités de développement sur le long terme, en particulier dans les zones arides et semi-arides. D'où la nécessité de repenser les approches de développement en les orientant cette fois vers la notion de résilience.

Comprendre la notion de résilience face au changement climatique

Le changement climatique est un thème qui revêt une importance particulière pour le Sénégal et le Burkina Faso, les deux pays cibles du projet PRESA en Afrique de l'Ouest. Les études de référence menées par le projet PRESA dans ces pays (revue pays du Sénégal et du Burkina Faso ; revue thématique) auront permis aux acteurs de comprendre qu'aujourd'hui, affronter l'impact inévitable du changement climatique dans les zones semi-arides de ces deux pays est une grande priorité du développement. En effet, dans les zones semi-arides, la sensibilité des populations aux aléas climatiques est d'autant plus élevée que leurs moyens de subsistance dépendent en grande partie des activités agricoles et agro-pastorale qui sont elles-mêmes fortement tributaires des paramètres climatiques et météorologiques.

Dans ce contexte, le développement de la recherche et la mobilisation des acteurs autour du concept résilience, défini comme «La capacité d'un système, d'une communauté ou d'un ménage à résister, absorber, s'ajuster et se relever des effets d'un (ou des) aléa(s) naturel(s) ou humain(s) et de s'adapter aux changements (climatiques/environnementaux, économiques, politiques, etc.) à long terme, de manière efficiente et à temps sans toutefois ébranler la sécurité alimentaire et les moyens d'existences », apparaissent dès lors comme des pistes pertinentes pour la mise en place de systèmes socio-économiques forts et durables.

Cette approche implique la mise en œuvre simultanée de programmes structurels à long terme et ceux de court terme à même de répondre aux besoins immédiats des plus vulnérables. Les programmes de long terme incluent notamment le renforcement des capacités à tous les niveaux, ainsi que le renforcement de la dimension « résilience » des communautés : développement/renforcement de la gouvernance, services sociaux (eau, éducation, santé), systèmes communautaires de stockage alimentaire et autres infrastructures, mécanismes communautaires de prévention et d'alerte précoce, etc.

De même, la résilience n'est pas un état final, mais un ensemble dynamique de processus et de conditions susceptibles d'être influencés par plusieurs facteurs résumés dans la Figure suivante :

Figure 1 : facteurs qui influent sur la résilience



Source : Vers la résilience : Un Guide pour la Réduction des Risques de Catastrophes et l'Adaptation au Changement Climatique, Marilise Turnbull, Charlotte L. Sterrett, Amy Hilleboe, 2013.

Le projet PRESA, dans sa mise en œuvre et à travers son approche « développement et politique d'abord », autrement dit à travers une recherche pluridisciplinaire et la mobilisation des gouvernements nationaux et locaux, des organisations internationales, du secteur privé, des parlementaires et élus et de la société civile, essaie de prendre en compte toutes ces dimensions de la résilience afin de renforcer la volonté politique des décideurs pour répondre à la résilience.

Quelle place pour la recherche et l'engagement dans le renforcement de la résilience ?

Pour renforcer la résilience, il faut pouvoir comprendre et s'attaquer aux causes profondes de ces crises et choc, tout en impulsant des améliorations durables ciblant spécifiquement les secteurs clés de l'économie, les institutions et systèmes de gouvernance mais aussi personnes les plus vulnérables.

Selon l'approche du PRESA, le succès du renforcement de la résilience repose également sur la mise à disposition des politiques de données probantes leur permettant de saisir les facteurs socio-économiques et environnementaux pouvant affecter la résilience et ainsi définir les investissements prioritaires de renforcement de la résilience. Cela permettra de combler le fossé bien souvent important entre recherche-développement et prise de décision, ainsi que d'encourager les gouvernements à s'approprier les priorités et efforts de résilience et de les aider à mener à bien leurs programmes en la matière.

Il y a cependant plusieurs difficultés à surmonter pour renforcer la résilience des économies face au changement climatique. Les sept projets

de recherche mis en œuvre dans le cadre du PRESA concentrent leurs efforts sur l'identification des menaces et facteurs de vulnérabilités pour les économies des zones semi-arides, mais aussi mise en exergue des opportunités d'affaires et de croissance. En se basant sur les diverses études et informations disponibles dans la littérature mais aussi sur les pratiques des acteurs, les chercheurs et parties prenantes du PRESA collaborent à la formulation de pistes d'amélioration susceptibles d'éclairer la prise de décision et la formulation de choix d'investissement plus résilient au climat.

Bâtir des alliances en faveur de la résilience : le cas de l'AGRA et des priorités résilience pays

Pour le projet PRESA, le plus grand défi des pays situés en zones semi-arides réside dans leur capacité à mettre ensemble un grand nombre d'acteurs et à s'appuyer sur les plateformes existantes et leurs institutions spécialisées pour promouvoir ensemble des stratégies plus intégrées, fondées sur une action collective capable elle-même de générer des économies d'échelle. Dans un contexte international marqué par la globalisation des enjeux politiques, économiques et environnementaux, le partenariat occupe donc une place importante dans la quête de stabilité et de croissance.

Il est tout à fait possible de considérer la naissance de l'Alliance Globale pour la Résilience (AGIR) au niveau régional comme un appel à une harmonisation des efforts déployés par les Etats pour réduire la vulnérabilité des populations aux crises et améliorer leur résilience – d'autant que le changement climatique et la croissance démographique risquent d'exacerber la fréquence et la gravité de ces crises.



Deux enfants portant des chevres
@GEF Creative Commons License: <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Encadré 1: les quatre domaines d'intervention d'AGIR

Lancée à Ouagadougou, au Burkina Faso en 2012, le processus AGIR se donne pour objectif de contribuer à renforcer sur une période de 20 ans la résilience des pays et populations du Sahel d'Afrique de l'Ouest, face aux crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes. Pour y arriver, AGIR se concentre sur quatre piliers :

- Pilier 1 : Restaurer, renforcer et sécuriser les moyens de subsistance et améliorer la protection sociale des communautés et foyers les plus vulnérables.
- Pilier 2 : Améliorer la nutrition et la santé des foyers vulnérables.
- Pilier 3 : Renforcer durablement la productivité et les revenus agricoles et alimentaires des foyers vulnérables et améliorer leur accès aux vivres.
- Pilier 4 : Renforcer la gouvernance en matière de sécurité

Source : <http://www.oecd.org/fr/sites/rpca/agir/>

16 pays sont aujourd'hui engagés dans la formulation des priorités résilience pays, une sorte de feuille de route nationale, assortie de cadres opérationnels de financement, de mise en œuvre et de suivi-évaluation. Parmi ces pays, le Niger et le Togo ont déjà validé leurs priorités résilience à l'issue d'un processus inclusif ayant impliqué un large éventail de parties prenantes.

Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali et le Tchad sont en phase de validation de leurs priorités résilience et six autres devraient l'être dans le courant du premier semestre 2016. Le Sénégal également, sous l'impulsion du Conseil National à la Sécurité alimentaire (CNSA), membre de la plateforme PRESA au Sénégal, se situe à l'étape de formulation et validation des PRP-AGIR. Les PRP-AGIR ne constituent cependant que la toute première étape du processus de dialogue qui devrait se poursuivre dans la durée en consolidant l'approche multisectorielle d'AGIR. Il faut également noter que les gouvernements des pays membre de l'alliance bénéficient d'un accompagnement et

d'un appui méthodologique permanent de la part de la Cellule technique AGIR, un cadre de coopération mise en place par la CEDEAO et l'UEMOA et basée au CILSS.

Pour en savoir plus sur AGIR :

- <http://www.oecd.org/fr/sites/rpca/agir/>
- <http://www.oecd.org/fr/sites/rpca/agir/prp-agir.htm>

Documents utilisés:

- Marilise Turnbull, Charlotte L. Sterrett, Amy Hilleboe, *Vers la résilience : Un Guide pour la Réduction des Risques de Catastrophes et l'Adaptation au Changement Climatique*, 2013.
- AGIR - Renforcer la résilience au Sahel & en Afrique de l'Ouest, FICHE-INFO ECHO, 2015
- Cheikh Tidiane Wade, Oussouby Toure, Mamadou Diop, *Gestion des risques climatiques : rapport d'étude, Promouvoir la résilience des économies en zones semi-arides (PRESA)*, 2015.



Entretien avec OUEDRAOGO Saidou Eric, Producteur et Membre du conseil d'administration de la Confédération Paysanne du Faso

« De cet atelier nous retenons que désormais il y a une collaboration entre le monde de la recherche et le monde paysan opérationnel. Cela est novateur et est à saluer ».

Du 12 au 14 novembre 2015, le laboratoire LERMIT, partenaire de recherche pays de IED Afrique dans le cadre du PRESA a organisé une série d'atelier méthodologique et de partage au Burkina Faso. De nombreuses parties prenantes appartenant à différents groupes (recherche, société civile, secteur privé, etc.) ont pris part à ces ateliers. Parmi ces derniers, OUEDRAOGO Saidou Eric, producteur et membre du conseil d'administration de la Confédération Paysanne du Faso participait pour la première fois à un atelier du PRESA. Dans cette interview, il a accepté de nous livrer sa perception du défi climatique au Burkina Faso, ses attentes par rapport au projet PRESA et les enseignements tirés des ateliers auxquels il a participé.

PsR : Quelle appréciation faites-vous de l'impact du changement climatique au Burkina Faso ?

L'impact du CC est très ressenti au chez nous les producteurs à base. Il s'agit malheureusement d'un impact négatif. Le CC a bouleversé notre vie quotidienne et notre système de production. Du fait du changement climatique, certains agriculteurs se déplacent vers les zones mieux arrosées en termes de pluviométrie.

PsR : Les réponses de l'Etat vous paraissent-elles suffisantes ?

OS : Non seulement je pense que les réponses de l'Etat sont insuffisante mais elles sont ponctuelles et ne s'inscrivent pas dans la durée. Au lieu d'instaurer une stratégie globale, l'Etat laisse se proliférer des microprojets qui ne permettent pas la mise en œuvre de moyen d'adaptation et d'atténuation pour moderniser la production.

PsR : Si non, qu'est ce qui pourrait selon vous expliquer cette insuffisance des réponses étatique à régler durablement le problème ?

OS : En réalité l'Etat n'a pas une bonne politique en matière d'adaptation ou d'atténuation des effets des phénomènes climatiques. Le PANA et les autres programmes en lien avec les CC, ne me paraissent pas adaptés à notre contexte.

PsR : Avec les élections qui approches, et les impacts du changement climatique sur l'économie du Burkina Faso (à la lumière des discussions des deux jours d'atelier), pensez-vous que la question du changement climatique a été suffisamment prise en compte dans les débats politiques ?

OS : A dire vrai, je reste sur ma soif car les programmes de certains partis politiques que j'ai écouté, ne prennent pas en compte à mon sens les questions liées au CC.

PsR : Qu'est ce qui pourrait-être fait pour renforcer la prise en compte du changement climatique dans le discours politique ?

OS : Il est souhaitable que les questions de CC soient suffisamment développées dans les Plans communaux de développement (PCD) par exemple. Les plans actuels ne donnent pas une place suffisante aux questions de CC. Il est bon que les questions de changement climatiques soient traitées au niveau local.

PsR : Quelles sont vos attentes par rapport aux projets de recherche qui ont été présenté et qui seront mis en œuvre ?

OS : Mes attentes sont nombreuses, mais je résume en ces termes : les projets de recherche doivent permettre à termes de :

- Accompagner les politiques à avoir une vision claire sur les thèmes développés lors de ces ateliers ;
- Nous permettre d'avoir des visions et des orientations claires sur nos politiques agricoles ;
- Impliquer les communautés à la base dans la mise en œuvre des stratégies d'adaptation au CC.

PsR : Quelles sont les principales leçons que vous tirez de cet atelier ?

OS : De cet atelier nous retenons que désormais il y a une collaboration entre le monde de la recherche et le monde paysan opérationnel. Cela est novateur et est à saluer. Ainsi donc le vieux fossé entre la recherche et l'opérationnel se comble.



Unité de transformation des noix de karité, Burkina Faso
 © Olivier Girard for Center for International Forestry Research (CIFOR)
 Creative Commons License: <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Claude Wetta, Jean-Marie Dipama, Denis Akouwerabou, Leon Sampana, Burkina Faso: Revue du contexte socio-économique, politique et environnemental, 2015

Link: <http://prise.odi.org/research/burkina-faso-country-situation-assessment/>

Lindsey Jones, Elizabeth Carabine, E. Lisa F. Schipper, (Re)conceptualising maladaptation in policy and practice: towards an evaluative framework (Anglais), 2015

Link: <http://prise.odi.org/research/reconceptualising-maladaptation-in-policy-and-practice-towards-an-evaluative-framework-2/>

Alberto Lemma, Marie-Agnes Jouanjean, Emily Darko, Climate change, private sector and value chains: Constraints and adaptation strategies (Anglais), 2015

Link: <http://prise.odi.org/research/climate-change-private-sector-and-value-chains-constraints-and-adaptation-strategies/>

David Castells-Quintana, Maria del Pilar Lopez-Urbe, Tom McDermott, Climate change and the geographical and institutional drivers of economic development (Anglais), 2015

Link: <http://prise.odi.org/research/climate-change-and-the-geographical-and-institutional-drivers-of-economic-development/>

David Castells-Quintana, Maria del Pilar Lopez-Urbe, Tom McDermott, Coping with climate risk: the role of institutions, governance and finance in private adaptation decisions of the poor (Anglais), 2015

Link: <http://prise.odi.org/research/coping-with-climate-risk-the-role-of-institutions-governance-and-finance-in-private-adaptation-decisions-of-the-poor/>

Maria Waldinger, Sam Fankhauser, Climate change and migration in developing countries: evidence and implications for PRISE countries (Anglais), 2015

Link: <http://prise.odi.org/research/climate-change-and-migration-in-developing-countries-evidence-and-implications-for-prise-countries/>

Cheikh Tidiane Wade, Oussouby Toure, Mamadou Diop, Gestion des risques climatiques : rapport d'étude, 2015

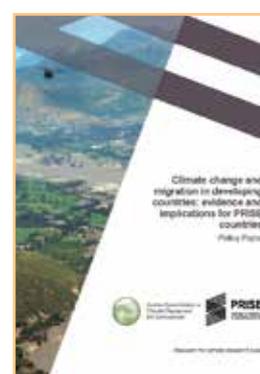
Link : <http://prise.odi.org/research/climate-risk-management/>

Ayesha Qaisrani, Connecting the dots: linking climate change resilience to human capital (Anglais), 2015

Link: <http://prise.odi.org/research/connecting-the-dots-linking-climate-change-resilience-to-human-capital/>

Amadou Thierno Gaye, Henri Mathieu Lo, Souadou Sakho-Djimbira, Mor Seye Fall, Ibrahima Ndiaye, Sénégal : Revue du contexte socio-économique, politique et environnemental, 2015

Link: <http://prise.odi.org/research/senegal-country-situation-assessment/>



Bibliographie et sites web

Edmund Mabhuve, Pius Yanda, Faustin Maganga, Emma Liwenga, Adolphine Kateka, Abdallah Henku, Nico Malik, Cynthia Bavo, *Natural capital endowment and dynamics of the changing climate in arid and semi-arid lands: experiences from Africa and Asia (Anglais), 2015*

Link: <http://prise.odi.org/research/natural-capital-endowment-and-dynamics-of-the-changing-climate-in-arid-and-semi-arid-lands-experiences-from-africa-and-asia/>

Peter Newborne, Josephine Tucker, *Investissements et Répartition des Ressources en Eau au Burkina Faso – étude préliminaire sur l'arbitrage urbain-rural, 2015*

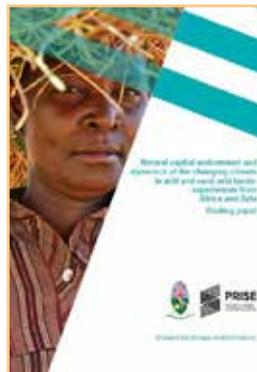
Link: <http://prise.odi.org/research/investissements-et-repartition-des-ressources-en-eau-au-burkina-faso-etude-preliminaire-sur-larbitrage-urbain-rural/>

Renate Hartwig, *Perceptions of climate variability, current exposure of households to shocks and coping in semi-arid lands: a case study from the Central Plateau region in Burkina Faso (Anglais), Small Grants Programme, 2015*

Link: <http://prise.odi.org/research/small-grants-programme-perceptions-of-climate-variability-current-exposure-of-households-to-shocks-and-coping-in-semi-arid-lands-a-case-study-from-the-central-plateau-region-in-burkina-faso/>

Delphine Deryng, *Climate change impacts on crop productivity in global semi-arid areas and selected semi-arid economies, Small Grants Programme, 2015*

Link: <http://prise.odi.org/research/small-grants-programme-climate-change-impacts-on-crop-productivity-in-global-semi-arid-areas-and-selected-semi-arid-economies/>



Evenements

Activité	Date	Lieu
Atelier annuel d'apprentissage du programme BRACED : Connexion, Collaboration, Création	Du 9 au 11 Février 2016	Dakar
Atelier méthodologique de partage et d'apprentissage entre les équipes de recherche du projet 3 sur le thème changement climatique et élevage	Du 16 au 18 Février 2016	Dakar
Connecter la prise de décision à la science : Atelier national avec les parties prenantes sur le thème «migrations, transferts de fonds et résilience climatique, opportunités pour le Tadjikistan	Du 31 Mars au 1er Avril 2016	Dushanbe

À propos du bulletin *Perspectives Résilience*

Le bulletin est produit dans le cadre du projet PRESA qui a pour but d'oeuvrer pour des économies résilientes face au changement climatique dans les zones semi-arides d'Afrique et d'Asie, et dont les avantages sont partagés de manière équitable entre toutes les communautés, en particulier les plus vulnérables.

Le projet PRESA, financé par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et *Department for International Development* (DFID) dans le cadre de l'initiative de Recherche Concertée sur le l'Adaptation en Afrique et en Asie (IRCAAA), est mis en oeuvre par un consortium composé de cinq organisations : *Overseas Development Institute* (ODI) et *London School of Economics* (LSE) basés au Royaume Uni; *Center for Climate Change Studies* (CCCS) de l'Université de Dar Es Salam en Tanzanie; *Sustainable Development Policy Institute* (SDPI) au Pakistan, et Innovation, Environnement Développement en Afrique (IED Afrique) au Sénégal. Le projet intervient en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso et Sénégal), en Afrique de l'Est (Kenya et Tanzanie) et en Asie (Pakistan et Tadjikistan).

Plus d'info sur le projet PRESA sur

www.iedafrique.org

www.prise.odi.org



@IEDAfrique - @PRISEclimate

www.facebook.com/iedafrique



www.flickr.com/iedafrique



www.flickr.com/priseclimate



[Youtube/IEDAfrique](https://www.youtube.com/IEDAfrique)



PRESA

Promouvoir la Résilience des Économies en zone Semi-Arides